

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 180 - VENDREDI 31 MAI 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Fanfan rappelle à l'ordre la Commission européenne : Où va-t-on si on ne peut même plus s'arranger entre gens de bonne compagnie ?

AGENDA MILITANT

→ 3 juin

Paris [Regards croisés sur le livre de Bruno Trentin](#), Y. Clot, M. Dumas, D. Reignier

→ 5 juin

Rennes [Meeting unitaire Front de gauche](#)

→ 5-13 juin

Paris/Martigues [Développer et promouvoir la démocratie participative](#)

→ 7-8 juin

Athènes [Une autre Europe maintenant !](#)

→ 9 juin

Paris [Les femmes reprennent les Tuileries](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Salariat/réformes - émancipation/communisme](#)

→ **Monde**

[L'eau, une chance pour la paix ? Désarmement Nucléaire, Michel Cibot](#)

Syrie : n'oublions pas le peuple !

Pour un éditeur, admettre le doute est du plus mauvais effet. On pourrait d'ailleurs dire la même chose des responsables politiques. La situation en Syrie est donc pour eux, pour nous, pour moi, une épreuve. La récente décision de l'Union européenne de lever l'embargo sur les armes nous fait pourtant obligation d'avoir un avis. Ne serait-ce que parce que le gouvernement français, encore réputé de gauche, en est le principal artisan. Nos principes nous portent spontanément à désapprouver une décision qui, selon la vieille formule, risque d'ajouter « *la guerre à la guerre* ». Jean-Luc Mélenchon et le PCF, dans des registres d'ailleurs un peu différents, ont condamné cette levée d'embargo. Les arguments avancés sont évidemment recevables. Si livraison d'armes il y a, quelles garanties avons-nous qu'elles ne tomberont pas dans de très mauvaises mains ? Et, bien sûr, mieux vaudrait une solution politique. Mieux vaudrait que la conférence programmée sous le double parrainage russe et américain aboutisse à un cessez-le-feu. Mieux vaudrait, enfin, un embargo imposé à toutes les parties au conflit.

Mais la réalité, pour autant qu'on veut bien la regarder en face, réduit ces vœux à l'état d'incantation. Qui donc a les moyens d'imposer un embargo à Moscou et à Téhéran ? De même, il est bien imprudent d'affirmer qu'il n'y aura pas de solutions militaires. En Tchétchénie, il y a eu une "solution militaire" par le massacre d'une partie de la population. Assad est capable d'aller au bout de cette logique. Il ne faut pas surenchérir, dit-on, mais le régime de Damas n'a besoin de personne pour pratiquer cette surenchère. Il fait donner son aviation contre des quartiers entiers. Et il a déjà probablement recours à des armes chimiques.

En réalité, la situation est paradoxale. D'un côté, le régime est approvisionné à foison, de l'autre, les courants jihadistes sont soutenus par le Qatar et l'Arabie saoudite, si bien que l'embargo ne frappe que les courants laïques, et les soumet à l'influence désastreuse de ces deux puissances régionales. Dans ce contexte, la décision européenne, qui est loin d'être opérationnelle, peut aussi constituer une pression politique de plus sur Damas avant une conférence toujours hypothétique. Mais, surtout, dans tout cela, n'oublions pas le peuple ! Ce peuple qui s'est soulevé dans le prolongement des autres révolutions arabes et qui a besoin que nous ne restions pas inertes.

● Denis Sieffert



Directeur de la rédaction de *Politis*

La société française telle qu'elle change et continue

Dans *Le mystère français*, Hervé le Bras et Emmanuel Todd traitent par la cartographie de la transformation accélérée de la France entre 1980 et 2010, tout en analysant comment les changements sociaux sont marqués par l'influence des espaces anthropologiques et religieux anciens.



Le mystère français
Hervé le Bras et Emmanuel Todd
2013, Édition Seuil,
coll. La république des idées
310 p., 17,90 €

Hervé le Bras et Emmanuel Todd prennent de fait le contre-pied des grands médias qui traitent de l'actualité sans jamais décoller de la recension des faits divers ou de la surface des événements, sauf pour célébrer l'histoire sur un mode nostalgique. Ils proposent ainsi cent vingt cartes qui présentent les évolutions démographiques, culturelles, économiques, culturelles de la France sur la durée : tantôt sur les trente dernières années, tantôt sur un temps beaucoup plus long. En refermant le livre, on se dit qu'il y a là une somme remarquable sur "ce qui change et ce qui continue" dans notre société. Nous illustrons notre présentation de quelques cartes tirées du livre, qui en montrent la richesse.

Les deux historiens nous plongent surtout dans la connaissance de l'évolution des mentalités, à travers l'ascension éducative, la crise religieuse, les mutations de la famille et des moeurs... toutes évolutions anthropologiques qui n'ont, selon eux, pas grand chose à voir avec les variables économiques. Ils soulignent : « *Le changement que nous décrivons englobe et détermine celui postulé par les économistes. Il admet la primauté des mentalités et place l'éducation avant le produit intérieur brut dans la séquence du développement.* » Ils n'en abordent pas moins le passage accéléré à une société postindustrielle, du fait de la globalisation économique, des migrations

intérieures et mondiales, des inégalités économiques... Enfin, les auteurs analysent les évolutions respectives de la droite, du socialisme et du Front national, sur fond de « décès » du communisme.

Chaque chapitre rapporte à la fois des évolutions quantitatives et des changements qualitatifs, ainsi que leurs limites, en montrant la puissance des empreintes culturelles.

**Pour les auteurs,
le monde « n'est ni plus
ni moins inégalitaire que
celui du passé.
Il est inégalitaire
autrement. »**

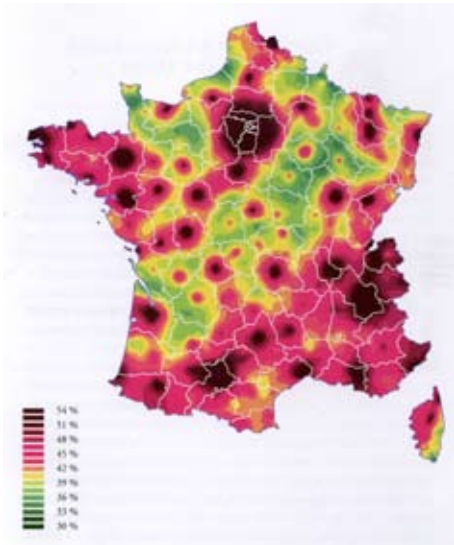
Ascension éducative

Le livre souligne que la période de ralentissement économique après le premier choc pétrolier est aussi celle du « décollage éducatif ». Ainsi, nous sommes passés de 17,3 % d'obtention du baccalauréat général par une génération en 1971 à 37,2 % en 1995 (carte 1), sans parler des 30 % d'autres qui obtiennent le bac technologique ou le bac professionnel.

Une carte des personnes de 25 à 34 ans titulaires d'un bac général ou d'un diplôme universitaire en 2008 montre

les différences fortes sur le territoire. Les auteurs soulignent qu'outre la constellation urbaine et universitaire, on peut rapporter cette répartition à celle des tempéraments religieux. Ainsi, les bastions catholiques (dans l'Ouest, l'Est, la région Rhône-Alpes, le Sud du Massif central et les Pyrénées-Atlantiques) sont les pôles récents du développement éducatif. L'explication de ce phénomène n'est pas simple : « *Le catholicisme tardif, attaché à l'autorité du prêtre, opposé à la science comme à la liberté de l'individu, fut un facteur de résistance au progrès. L'effondrement ultime de la croyance là où elle vivait encore a libéré les énergies* ». Il s'agit donc d'une « poussée », mais selon les auteurs, elle ne constitue nullement un « avantage définitif ».

Pour les auteurs, le monde « n'est ni plus ni moins inégalitaire que celui du passé. Il est inégalitaire autrement ». L'ascension éducative produit des effets profonds : « *À l'époque industrielle, la majorité alphabétisée de la société regardait vers le haut les éduqués supérieurs et contestait leurs privilèges. À l'époque postindustrielle, une majorité d'éduqués supérieurs et moyens regarde vers le bas ceux qui sont restés bloqués au stade de l'instruction primaire, pour les oublier dans le cas des premiers ou pour craindre de leur ressembler dans celui des seconds. À la contestation succède l'indifférence ou la peur* ». Ils voient ●●●



1- Avoir le bac vers 1995. % de personnes âgées de 25 à 34 ans titulaires d'un bac général ou d'un diplôme universitaire en 2008 (recensement).

dans la nouvelle situation une rupture par rapport à « l'équilibre démocratique » où la « minorité de privilégiés, certes plus éduqués » est « contrebalancée par la masse considérable des citoyens qui ont bénéficié d'une instruction primaire ».

Persistance des inégalités et nature de l'émancipation

« L'émancipation des femmes n'est nulle part plus évidente que dans le domaine éducatif. » Point majeur : les femmes représentaient, en 2009, 57 % des admis au baccalauréat général (carte 2). Les auteurs annoncent rien moins qu'une révolution matriarcale du système anthropologique, l'éducation préfigurant le futur économique. Notons cette curieuse assertion : « Aucune société matriarcale n'a jamais existé dans l'histoire de l'humanité (...) et une telle transformation représenterait une mutation de l'espèce, une victoire de l'évolution culturelle sur la nature originelle de l'homme. » De quelle « nature originelle » de l'homme est-il ici question ? Mystère (anthropologique !) ... Nous n'aurions pas parlé de mutation de l'espèce et nous évoquerions plutôt la confrontation entre deux cultures (culture de domination, culture égalitaire).

Cependant, une carte représente les réalités du recours des femmes au travail à temps partiel (carte 3), selon les zones anthropologiques, conduisant

les auteurs à s'interroger sur la « nature de l'émancipation féminine » et sur « l'unicité du concept d'émancipation ». Ainsi, pour Le Bras et Todd, si le catholicisme « admet pleinement leur existence spécifique dans la réalité du monde social, il leur affecte cependant un rôle spécifique, ne leur accordant pas le

Les auteurs voient dans la nouvelle situation une rupture par rapport à « l'équilibre démocratique » où la « minorité de privilégiés, certes plus éduqués » était « contrebalancée par la masse considérable des citoyens qui ont bénéficié d'une instruction primaire ».

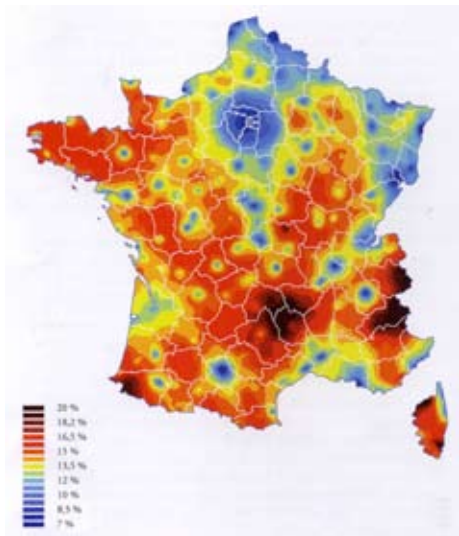
statut d' « être humain en général ». Elles peuvent travailler, mais leur place reste à la maison, ce que le temps partiel autorise. Les régions centrales déchristianisées (...) ont beaucoup moins de mal à leur donner, par le travail à temps plein, le statut d' « être humain en général », de citoyenne pleine et entière. » Voilà tout

de même qui relativise – c'est nous qui le disons – la révolution matriarcale que les auteurs évoquent précédemment.

Mutations de la famille

« La carte de la fécondité réalisée au niveau le plus fin ne révèle aucun rapport avec la géographie du catholicisme. Elle fait en revanche apparaître un lien entre la complexité des structures familiales et la fécondité. » Parmi les évolutions majeures, la croissance rapide du nombre de naissances hors mariage, passées de 7 % en 1975 (niveau auquel il était stable depuis 150 ans) à 55 % aujourd'hui (carte 4 et 5). Elle va avec l'élévation de l'âge du mariage et sa raréfaction (de 400 000 mariages en 1974 à 250 000 en 2011). Les auteurs soulignent que les « régions catholiques n'ont pu résister longtemps à la généralisation des naissances hors mariage dont la multiplication signifie en réalité la disparition du mariage-sacrement, idéal de l'Église ».

Des différences se font jour entre le monde urbain, où les femmes enfantent tard et se marient moins et plus tardivement, et le monde rural. Mais on note que le nombre de naissances hors mariage est sous la moyenne nationale dans quatre grandes régions où les professions libérales et les cadres supérieurs sont particulièrement nombreux : Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Alsace : « Le dynamisme ●●●



2- L'avance des femmes dans l'éducation. Différence entre la proportion de femmes et d'hommes âgés de 25 à 34 ans bacheliers ou diplômés du supérieur.

●●● économique y est, de fait, associé à un reste, ou à un retour, de conservatisme des mœurs. » Ainsi, « la disparition de la détermination religieuse n'a pas mené au désordre, mais à la révélation d'une couche déterminante encore plus profonde, anthropologique et familiale ». Hervé Le Bras et Emmanuel Todd dévoilent ainsi que, derrière les influences religieuses et au-delà d'elles, existent des traits culturels (modèles familiaux et modes de vie imbriqués) permanents sur la très longue durée.

Crise religieuse

Nous l'avons déjà pointé ci-dessus : les évolutions de la pratique religieuse au cours du dernier demi siècle sont particulièrement frappantes. Les auteurs parlent de « l'extinction de la pratique religieuse catholique » entre 1980 et 2010, et font un parallèle entre la disparition de l'Église noire et celle de l'Église rouge (la « fin brutale du communisme français »...) : les deux constituaient des éléments de stabilité mentale pour une partie importante de la population française.

Le constat est sans appel : « Stable à 20 % entre 1966 et 1972, la proportion de messalisants [personnes assistant régulièrement à la messe dominicale] chute à 14 % dès 1978, à 6 % en 1987, et à 4,5 % en 2006. Si nous tenons compte de la surreprésentation des gens âgés dans la pratique religieuse, nous constatons la disparition presque totale de la religion dans sa dimension rituelle. »

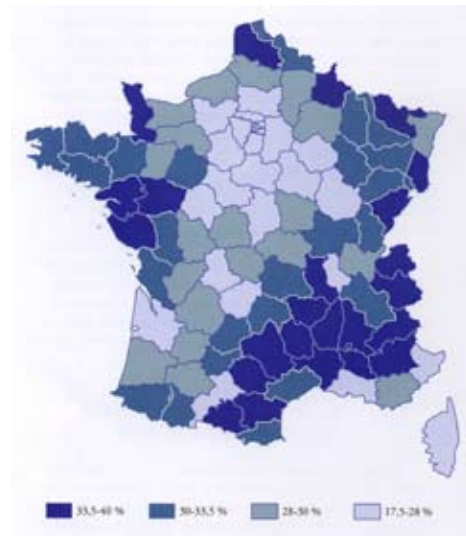
Cependant, Le Bras et Todd ne confondent pas la perte d'influence de l'Église catholique et la persistance de « l'action continue et puissante de mentalités qui lui ont survécu ».

L'accès des femmes à l'éducation, les mutations de la famille et la quasi disparition de la pratique religieuse catholique constituent des transformations substantielles de l'ordre social.

Au total, l'accès des femmes à l'éducation, les mutations de la famille et la quasi disparition de la pratique religieuse catholique constituent des transformations substantielles de l'ordre social.

Communisme et dépression post-communiste

Les auteurs n'évoquent malheureusement pas explicitement d'action continue et puissante de mentalités qui pourraient, elles, avoir nourri le communisme politique et d'une manière ou d'une autre le prolonger aujourd'hui. D'abord, ils assimilent l'affaiblissement du PCF (né en 1920) à la fin du « communisme » (dont les racines sont quand même beaucoup, beaucoup plus anciennes). Selon

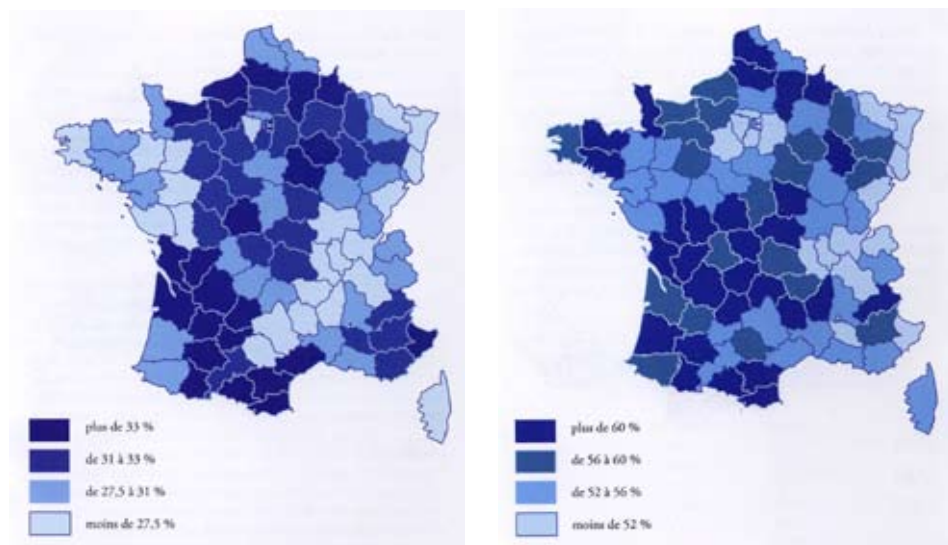


3- Femmes à temps partiel. Femmes de 25 à 54 ans travaillant à temps partiel en 2009 (en % des femmes actives de la même classe d'âge)

eux, l'Église était « l'authentique élément structurant », tandis le PCF, « dé-cédé quelques années plus tard », non. Résultat : « Le communisme, lui est vraiment mort : un véritable vide sociologique lui a succédé dans les régions où il était important. » Une carte est même intitulée "Les derniers communistes" (elle fait figurer les résultats de Marie-George Buffet lors de la présidentielle de 2007).

On notera tout de même la mention – tardive dans le livre – de l'existence d'un « vieux fond révolutionnaire français », dans la partie sur les évolutions de l'influence du FN. Il s'agit là de montrer les contradictions entre le vieux fond culturel de l'extrême droite - anti-égalitaire, anti-communiste, antisémite, anti-arabe – et le déplacement de l'électorat du Front national vers les territoires à influence révolutionnaire.

Élément d'analyse et-ou expression subjective d'un regard lui-même ambivalent sur le PCF : « On aurait tort de sous-estimer l'effet dépressif sur la société française de l'effondrement de la croyance communiste. Le PCF portait, dans les banlieues qu'il contrôlait, une véritable foi en la culture bourgeoise, qu'il voulait accessible à tous. (...) nous devons effectivement constater, dans les régions où les milieux populaires étaient sous influence communiste, une accumulation de phénomènes négatifs depuis la disparition du PCF. » Effet dépressif, croyance communiste, banlieues ●●●



4 et 5- Naissances hors mariage en 1990 (à gauche) et en 2008 (à droite). En %.

●●● contrôlées, foi bourgeoise portée par le PCF... pour une fois, les mots des auteurs sont assez stigmatisants.

L'analyse s'élargit : « Plus de deux siècles après la Révolution, et alors que s'est éteint le Parti communiste français, nous devons affronter une dure réalité : l'égalité concrète a été mieux préservée dans les sociétés holistes de la périphérie française, fortement intégratrices des individus, que dans l'espace central où a régné l'individualisme égalitaire du projet révolutionnaire. » Et plus largement encore : « Certes, la nation est globalement et officiellement attachée à l'égalité, mais c'est dans la partie de l'Hexagone qui s'y intéresse le moins que la résistance à la montée des inégalités a été la plus efficace. » Concrètement, dans les territoires marqués par le communisme politique, les défenses des classes populaires se sont amenuisées, de même que les dynamiques éducatives, laissant le champ libre aux inégalités. À l'inverse, les territoires culturellement rétifs au combat pour l'égalité sont ceux où les avancées de l'éducation et les évolutions des mœurs produisent des effets égalitaires. Au total, ces dynamiques contraires creusent les inégalités.

Vers une société postindustrielle

Le livre montre « la violence du choc de la désindustrialisation dans l'espace français ». Les auteurs rappellent que l'histoire de la société industrielle aura été courte en France, la proportion d'agriculteurs dans la population active n'étant tombée sous les 50 %

dans la moitié des départements qu'après la seconde guerre mondiale. Deux cartes montrent l'évolution de la part de la population active dans le secteur secondaire (industrie) entre 1968 et 2008 (cartes 6 et 7). Et la crise de 2008 aura produit un nouvel effet de rétractation de l'industrie. Enfin, un phénomène puissant de rejet hors du cœur des villes des travailleurs de l'industrie se produit dans une France pourtant urbanisée à

Les auteurs minimisent l'existence du « vieux fond révolutionnaire » français, qu'ils abordent par la bande, seulement lorsqu'ils l'opposent, à juste titre, au vieux fond culturel de l'extrême droite - anti-égalitaire, anticommuniste, antisémite, anti-arabe.

80 %. « L'ouvrier idéal-type est rural (...). Il ne voisine plus avec ses compagnons de travail mais avec des agriculteurs et, plus encore, avec des employés. » On note que les ouvriers représentent 21 % de la population active.

Les auteurs constatent alors : « La rélegation territoriale du prolétariat est un destin bien tragique pour la classe que Marx avait désignée comme agent ●●●

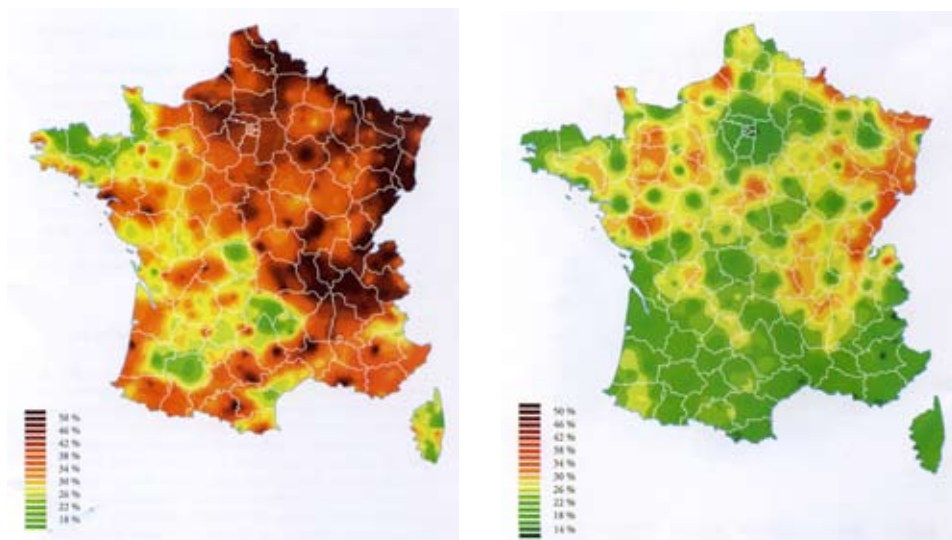
Comprendre pour se projeter

Curieuse affirmation que celle d'Hervé Le Bras et Emmanuel Todd opposant à l'idée que la vie politique serait « structurée au niveau conscient par des affrontements d'intérêts et de classes », celle qu'elle le serait en fait « par les traditions religieuses et familiales, agissant à l'insu des acteurs ». Ne peut-on considérer que la vie politique est structurée par toutes les dimensions, conscientes et inconscientes, qui interagissent ?

Cependant, les auteurs montrent ce - passionnant - paradoxe de pratiques de la religion catholique en cours d'effacement et du renforcement de « l'action des systèmes anthropologiques et religieux » (souvent supposés disparus), ainsi que le rôle et la puissance des structures familiales dans l'accès à l'éducation secondaire et supérieure. Les deux auteurs semblent prendre plaisir à affirmer l'existence d'une « action souterraine des forces anthropologiques et religieuses », cette « main puissante du passé », formule écrite probablement en référence à la fameuse « main invisible du marché » (qui, elle, n'existe pas !).

Le grand intérêt de ces réflexions pour tous ceux qui se sentent concernés par une visée égalitaire est d'aider à situer les combats d'aujourd'hui par rapport aux mouvements de la société. Non seulement l'action est ainsi valorisée par rapport à la « grande histoire de l'émancipation », mais cela contribue au fond à relativiser les aléas de la conjoncture. Et aussi à projeter l'action quotidienne dans le futur.

G.A.



6 et 7- L'industrie en 1968 (à gauche) et en 2008 (à droite). % de la population active dans le secteur secondaire en 1968.

●●● *principal de la transformation révolutionnaire. À moins justement que cette mise à l'écart ne représente le point d'aboutissement de deux siècles de luttes de classes et une absolue défaite du prolétariat.* » On nuancera quelque peu. D'une part, cette «défaite absolue» aura tout de même permis à chacun de bénéficier de la Sécurité sociale et de quelques droits fondamentaux. D'autre part comment faire l'impasse sur ce qui compose le prolétariat d'aujourd'hui ? Certes, on peut constater que la « *classe ouvrière* [l'expression est des auteurs] *est encore parfois évoquée par les syndicats ou par quelques sociologues* » mais qu'elle « *devient fort abstraite, brisée et répartie en îlots, distincts spatialement et, au stade actuel, ethniquement* ». Mais, plutôt que de citer « *le trop célèbre "bobo"* » qui « *s'il est effectivement bourgeois par le niveau éducatif, ne l'est guère par le niveau de revenu et peine à payer son loyer* » (sans blague !), ne faut-il pas aller chercher du côté des employés, qui représentent 28 % de la population active (dont 80 % de femmes).

Inégalités économiques

Les auteurs en viennent à la compréhension des inégalités économiques : « *Ce qu'il faut sentir, lorsque l'on passe des riches aux pauvres, des vieux aux jeunes, puis lorsque l'on atteint les familles monoparentales, c'est la montée en puissance, dans l'explication de l'inégalité, de deux variables : en première instance, l'éducation et en seconde*

instance, la religion, ou son absence. L'inégalité qui se développe touche de plus en plus des zones de faible niveau éducatif, qui sont elles-mêmes de plus en plus souvent les zones anciennement déchristianisées de l'espace français. » Sans doute peut-on faire le lien avec ce qui précède sur les territoires de tradition communiste qui connaissent une forte aggravation des inégalités et un chômage élevé (carte 8) : ce sont les terres et les populations de (relatif) faible niveau éducatif.

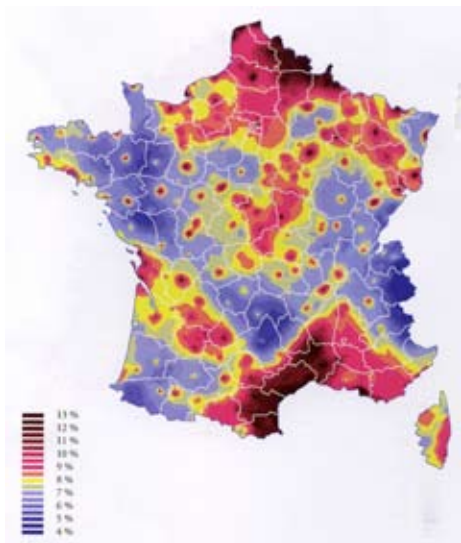
**Le livre montre
que le Front national
va se trouver
dans la contradiction
où ses terres
de conquêtes
sont les terres
de chômage
et d'inégalités
alors que sa matrice
idéologique reste
fondamentalement
anti-égalitaire.
Mais quand,
et après quels dégâts ?**

Hervé Le Bras et Emmanuel Todd comparent la situation d'aujourd'hui à celle d'il y a deux siècles : « *En France, les classes*

supérieures ont tardivement réussi à se détacher de la masse, mais les classes moyennes supérieures y sont restées soudées et ne sont pas sorties du modèle égalitaire de l'après-guerre. Nous voyons donc se recréer la configuration de classes qui avait conduit à la Révolution de 1789, avec une aristocratie coupée, non pas seulement du peuple, mais surtout de cette strate moyenne supérieure dont dépend l'équilibre politique de la société. » Et, plus proche de nous : « *Notre analyse, qui distingue, par exemple, la bourgeoisie financière des cadres de l'éducation et la recherche, conduit à une étude précise des affrontements entre groupes dominants, différentes mais cousine de celle proposée par Marx dans Les Luttes de classes en France.* » Ainsi sommes-nous appelés à considérer que les véritables adversaires de l'égalité, et de la société, sont parmi les dominants les 1 % des plus riches.

Recompositions politiques

Ici encore, *Le mystère français* ne se contente pas d'une approche court-termiste et souligne les phénomènes de fond : l'« *enrichissement des personnes âgées dont la masse augmente sans cesse à cause de l'augmentation de l'espérance de vie* », la « *nouvelle stratification éducative qui a fabriqué des sociétés où l'on craint surtout de ressembler à ceux du bas* », et l'« *atomisation individualiste qui mine la capacité d'action collective* »... voilà des évolutions qui modifient les coordonnées de la vie politique. ●●●



8- Taux de chômage en 2008. Pour les hommes de 25 à 55 ans.

●●● Cela n'empêche pas d'en venir à des analyses électorales. Constat : les « zones de plus forts progrès de Hollande par rapport à Mitterrand ont été les anciens bastions de la pratique religieuse. » Analyse : « À un niveau idéologique et politique, la famille souche (ou communautaire) voit dans le socialisme l'extension à la Nation entière de ses propres pratiques de redistribution. » Et aussi : « Le Parti socialiste trouve ses bastions les plus stables dans des régions dont les structures anthropologiques profondes ne favorisent pas une croyance en l'égalité des frères et des hommes. (...) Si nous étions seulement des pragmatiques optimistes, nous nous réjouissons de voir la gauche l'emporter dans cet Ouest où les pauvres ne sont pas trop pauvres et les riches pas trop riches. Mais nous pensons que l'idéologie aussi est importante, indispensable à la définition du futur et à une action collective d'échelle nationale. Nous devons donc nous inquiéter de voir François Hollande élu avec ses plus belles majorités dans des régions qui ne croient pas tellement en l'égalité métaphysique des hommes et des classes. »

Cela amène à une réflexion plus large : « Cette gauche rejetée par les milieux populaires périphériques des vieilles terres égalitaires qui firent la Révolution, cette droite agitée qui y prospère suggèrent une sorte de pathologie politique. » Certes, « Une société qui va mal, qu'elle soit nationale ou locale, cherche dans

ses profondeurs anthropologiques des forces de résistance à l'adversité », mais la situation présente n'en demeure pas moins préoccupante.

Les auteurs minimisent l'existence du « vieux fond révolutionnaire » français, qu'ils abordent par la bande, seulement lorsqu'ils l'opposent, à juste titre, au vieux fond culturel de l'extrême droite - anti-égalitaire, anticommuniste, antisémite, anti-arabe.

Front national

Concernant le FN, sous Sarkozy, il est « devenu, économiquement et territorialement, le parti des dominés, de ces faibles qui ont été éloignés, par l'éducation autant que par le métier, des centres urbains de pouvoir et de privilèges, et relégués vers les zones périurbaines et rurales ». Ses terres de conquêtes sont celles où se trouvent les ouvriers, les territoires associés à un niveau éducatif moyen ou faible, terres de chômage et d'inégalités. Cependant, les auteurs soulignent les contradictions de ce parti, car sa matrice idéologique reste fondamentalement anti-égalitaire,

ce qui selon eux pourrait conduire à un futur affaïssement. D'accord, mais quand et après quels dégâts ?

Au passage, les auteurs ne sont jamais loin des débats actuels : « L'islamophobie de très nombreux producteurs de textes, si bien relayée par une partie de la presse, définit un fait social nouveau qui, sans être majoritaire, constitue un élément important de la vie politique française. » Cela devrait inciter les partisans de l'émancipation à ne pas ignorer la lutte contre l'islamophobie, et sa connexion avec la lutte contre le racisme et les discriminations, et pour l'égalité.

Le livre, dont il faut prendre le temps de regarder les cartes et qu'il faut lire en détail, se termine sur un appel à considérer que la France « doit rechercher en elle-même, plutôt que dans des comportements mimétiques, les forces de l'adaptation. Le véritable problème est en effet de définir une politique économique et monétaire qui articule la diversité anthropologique et les spécialisations à moyen terme rendues nécessaires par le marché mondial ». Ne pas imiter les autres pays, mais se changer par soi-même, pourquoi pas. Mais, tout de même, est-il permis de s'interroger sur ce à quoi il s'agit de s'adapter ? À ce marché mondial, c'est-à-dire en définitive, au pouvoir des 1 % évoqué plus tôt dans l'ouvrage, vraiment ?



Gilles Alfonsi

Des mots pour dire... et pour faire

La victoire du PSG a fini par des scènes de violences. Huit jours après ce fut Marseille. Les faits divers basculent dans le "pétage de plombs" : bébés retrouvés dans des congélos, types qui se font passer à tabac pour avoir doublé une voiture. Mal français ? Et les émeutes londoniennes d'il y a quelques mois, et celles de Stockholm ?

Le modèle allemand - nouveau messie - est traversé par une montée des luttes sociales ; quant à la Chine - nouvel Eldorado -, le journal *Les Echos* la dit à la veille d'une sérieuse crise économique et sociale : surproduction, refus des ouvriers les plus jeunes de subir ce niveau d'exploitation, exportation des pauvres en Afrique...

Parallèlement, de multiples luttes secouent la planète ; des peuples sont vent debout contre la déferlante capitaliste. Mais on ne sait plus très bien ce que devient *Die Linke*. On parle désormais davantage des néo-nazis grecs, *Occupy Wall Street* aide concrètement des victimes des catastrophes naturelles (et de la spéculation) à se reloger mais n'occupent plus Wall Street... Chez nous, Hollande ne fait plus semblant d'être à gauche, PSA Aulnay va fermer... Dans tout cela, un point commun : la colère ne trouve pas sa voie ou devrais-je écrire "ne trouve pas sa voie, ne trouve pas ses mots".

Tableau désespérant ? Moins qu'il n'en a l'air.

Partout, le même refus. Partout ce sentiment que tout ce qui a été tenté jusqu'ici a fini toujours dans les mêmes désillusions. Mais la désillusion ne peut-elle pas conduire à chercher une autre méthode ?

Procédons par ordre.

1. Il ne sert pas à grand-chose de répéter que ça ne va pas.
2. C'est déjà mieux de préciser contre qui on en a. Le gouvernement en place ? Mais on a vu la droite tirer

les marrons du feu après que les Islandais aient refusé de renflouer les banques avec l'argent des contribuables. L'Espagne a suivi le même parcours après les manifestations des Indignés... et la France n'est pas à l'abri du même phénomène. Alors, dénoncer les actionnaires ? Oui, mais *Occupy Wall Street* ou Arcelor nous disent que la dénonciation a un besoin vital de pouvoir mettre en avant des solutions. Lesquelles ? 3. Il y a une question urgente de pouvoir. Je parle du verbe. Fralib, Good Year ont souhaité se mettre en coopérative, alors que manque-t-il pour le faire ? L'autorisation de ceux dont la spoliation mettrait en cause la puissance ? Les maires hostiles au mariage pour tous ne s'en encombrant pas : ils décident de ne pas appliquer la loi. L'IVG n'a pas décollé de négociations mais d'actes volontaristes de femmes et de médecins qui, sans attendre le bon vouloir de l'État, ont, par leur exemple, entraîné une large part de l'opinion. Certes, l'industrie est plus complexe à faire vivre et il ne s'agit pas de pousser ceux qui luttent à l'aventure mais d'interroger les pratiques du Front de gauche et des syndicats.


Il n'y a plus d'espace-temps entre l'urgent et la transformation de la société. Lutter ne peut-il inclure de dégager des pistes que l'on puisse expérimenter au fur et à mesure ?


N'est-il pas envisageable de commencer à définir autre chose et, au fur et à mesure, de favoriser le passage à l'acte avec le soutien actif de la population ? Trop rares sont ceux qui osent proposer de sortir concrètement du cadre établi. Il n'y a plus d'espace-temps entre l'urgent et la transformation de la société. Les capitalistes le savent et leurs actes sont en conformité avec cela. Les délocalisations massives conduisent déjà à poser la question de la mise en coopérative et à travers elle celle de l'appropriation collective des leviers de l'économie. Lutter ne peut-il inclure de dégager des pistes que l'on puisse expérimenter au fur et à mesure ? Ne peut-on pas faire de cette interrogation un grand débat national et européen ?


● Pierre Zarka







 **Cerise verte.** Le quota de CO₂, cette autorisation d'en émettre une tonne, ne vaut plus rien. En avril, son prix a atteint l'un de ses plus bas niveaux historiques : 2,80 €, loin des 30 € des débuts. Il faut dire que la Commission européenne avait fait le choix, en 2005, du marché contre la taxe, et du Système communautaire d'échange des quotas d'émission (SCEQE), pour les 12 000 installations industrielles émettrices de CO₂. Chaque année, les États attribuent à ces installations des quotas que les industriels doivent restituer en fonction de leurs émissions réelles. Si les industriels émettent davantage de CO₂ que de quotas attribués, ils peuvent en racheter sur le marché auprès des industriels excédentaires. L'Union européenne espérait ainsi inciter les entreprises les plus polluantes à réduire leurs émissions et à investir vers des sources d'énergie moins polluantes. C'est raté. Le marché est donc incapable de faire émerger une industrie européenne verte.

 **Cerise noire.** Plus le prix du quota est bas, plus les énergéticiens sont incités à faire tourner leurs centrales à charbon, plus polluantes. L'effondrement du cours a signé le retour du charbon. Quand le prix remonte, le gaz prend le relais. Le pilotage par le marché est donc contradictoire avec la diminution des émissions de CO₂.

 **Cerise rouge.** Selon les rapports des entreprises, cités par *L'Usine nouvelle* (janv. 2013) Lafarge a empoché, grâce au système des quotas, 476 millions entre 2008 et 2011, le cimentier Holcim 228 millions, etc. « Il y a 1,6 milliard de quotas en surplus sur le marché, soit près d'une année d'allocations de quotas des installations soumises », a indiqué Émilie Alberola, chef de projet sur le "marché carbone" dans la filiale transition énergétique et écologique de la Caisse des dépôts. C'est qu'entre baisse de la production et allocation généreuse, il y a eu surabondance. Ceux qui pensaient que le marché était l'équilibre entre l'offre et la demande signent donc leur échec. Le capitalisme vert, c'est la suraccumulation du capital et du quota.

 **Cerise sur le gâteau.** Le marché du CO₂ a tellement bien été encadré par les libéraux que 3,5 millions de tonnes de CO₂, avec un « rendement » de plus de 50 millions €, ont été volés. Des petits malins ont en effet immédiatement revendu des quotas sur le marché, puis ont disparu, fraude à la TVA et piratage informatique des registres à la clé. La filouterie a miné la confiance des opérateurs craignant d'acheter des titres volés. « Nous sommes dans une situation très grave sur le marché des quotas », a convenu Christian de Perthuis, professeur d'économie à l'université de Paris-Dauphine, spécialiste du climat, lors d'une table ronde au Sénat. Le marché n'est donc pas contradictoire avec les arnaques, le blanchiment d'argent et les fraudes.

 **Cerise confite.** Christine Boutin a largement dépassé son quota de bêtise. Interrogée sur RMC sur la Palme d'or du Festival de Cannes attribuée au film d'Abdellatif Kechiche, *La vie d'Adèle* (une histoire d'amour entre deux femmes), elle a déclaré : « On est envahi, on ne peut plus maintenant avoir une histoire sans histoire gay. Aujourd'hui, la mode, c'est les gays (...) On est envahi de gays ! » Voilà donc Christine Boutin qui demande aux hétérosexuels, grands fournisseurs d'homosexuel-le-s, qu'ils arrêtent de faire des gosses. À moins qu'elle ne veuille des quotas.

Cerise mystère.

- A- Petula Clark dans *La Vallée du bonheur* de Coppola.
- B- Carole DiSalvo, hôtesse en retraite à 75 ans après 54 ans chez American Airlines.
- C- Vigdís Finnbogadóttir, présidente de la République d'Islande.



Réponse : B,

● Philippe Stierlin



D'Aragon à Éluard, l'amour en jeu

Qu'Aragon et Éluard soient deux des plus remarquables poètes de l'amour, voilà qui ne fait guère de doute pour grand monde. Mais ce qui se joue à ce sujet entre ces deux poètes (et à travers eux) est probablement moins évident. C'est à mes yeux pourtant d'une réelle importance, non seulement car c'est de notre héritage partagé qu'il est question, mais surtout parce qu'ils nous laissent chacun à leur manière une question, toujours ouverte, une question cruciale pour les hommes et les femmes d'aujourd'hui et peut-être même pour ceux de demain.

Aragon et Éluard ont en commun beaucoup : l'aventure du surréalisme, la résistance, le communisme... Et nul ne s'étonnera donc qu'ils partagent au sujet de l'amour, de la poésie et de la révolution quelques idées et quelques intuitions fondamentales. Les Surréalistes avaient fait de l'amour la valeur suprême. Poètes de l'amour fou, ils furent des hommes de désir et de plaisir, des fous d'amour et de poésie. Et l'un comme l'autre, parce qu'ils sont de grands poètes, ont sublimé l'amour.

Le capitalisme, comme le faisait pertinemment remarquer Marcuse, pratique, lui, la désublimation. Transformant tout

en marchandise, il désacralise les sentiments et réifie le désir pour en faire mieux commerce. Ne nous cachons d'ailleurs pas que cette désacralisation est d'une certaine façon libération ; mais une libération qui n'est pas sans ambiguïté ni sans aliénations, comme le montre par exemple la généralisation de la pornographie.

Les poètes quant à eux subliment... Disant les faits et gestes de l'amour, ils les entourent d'une aura qui leur en fait dire plus, qui tend à leur dépassement. À rebours de ce qui se pratique dans nos sociétés aliénées, les poètes ont tendance à désacraliser le ciel et à sacraliser la vie terrestre. D'où, chez l'un comme chez l'autre, un chant qui porte le sentiment amoureux très haut, lui rend une manière de culte et lui confère valeur spirituelle.

Et pourtant, de l'un à l'autre, l'idée de l'amour qui s'affirme paraît, avec le recul des ans, bien différente, pour ne pas dire franchement opposée.

Prenons deux recueils de maturité : *Elsa*, d'Aragon, écrit en 1959 (qui est l'un des plus beaux chants d'amour qui soit) ; et *Le Phénix*, d'Éluard, publié en 1951 (un an avant sa mort).

Il ne s'agit pas de comparer la valeur lit-



Éluard et Nush

éraire et poétique de l'un et l'autre. Ni d'ignorer qu'ils sont de complexions et de tempéraments très différents. Aragon est toujours dans l'inquiétude de son identité, toujours en proie à ses miroirs, toujours profondément blessé, à deux doigts du désespoir malgré la foi en l'avenir. Éluard paraît plus spontanément porté au bonheur. Aragon tente d'embrasser les infinis reflets contradictoires du monde dans un chant qui d'incidente en incidente paraît ne jamais devoir finir. Éluard cherche toujours à dire l'essentiel. Il est à la recherche d'une leçon de morale qui réunirait le beau, le bon et le vrai. Même obscurément, il cherche la clarté et la simplicité. Aragon est plus cérébral, Éluard plus sensuel. Si Aragon chante les yeux d'Elsa, il ne parle jamais de ses seins ou de tout autre partie de son corps (dont les blasons de la poésie ancienne faisaient pourtant traditionnellement l'éloge). Chez Éluard, le corps est beaucoup plus présent. Les seins, la bouche et les baisers se multiplient dans ses vers.

Mais par delà ces oppositions de caractère, c'est l'idée même de l'amour qui, à lire leurs poèmes, semble diverger.

On peut dire d'Aragon qu'il a porté à un point d'incandescence le discours ●●●



Aragon et Elsa

●●● amoureux occidental qui prend son origine dans la poésie arabe, dans le *Mejnoûn de Leïla*, se développe chez nous avec Tristan et Yseult ou les troubadours et culmine dans le romantisme et le surréalisme. Cette conception de l'amour fait de la femme aimée une figure idéalisée, quasi une idole (même si Aragon est assez lucide et intelligent et a assez d'humour pour ne pas être la dupe de son propre discours amoureux et s'il fait même assez souvent une place à l'auto-dérision). Mais son idéal poétique est celui de l'amour-passion, de l'amour absolu et exclusif pour lequel l'objet aimé est tout. Cette idée absolue s'accompagne obligatoirement du malheur d'aimer, que nourrit le désir de possession. « Prisonnière de mes bras dans nos demeures de tout autre désertes » (p. 37). Désir par définition impossible car l'autre échappe toujours. Ne serait-ce que par ses rêves. « Cette curiosité déchirante que j'ai de tes rêves », dit-il... Avec ce thème récurrent de la jalousie que cent vers viendraient illustrer : « ma supplicante et folle jalousie » (p. 49) ; « Il pourrait lui dire cette violence qui l'habite, cette symphonie barbare, cette jalousie qui ressemble à la faim ignorant sa propre nourriture... » (p. 64) ; ou : « Je serais jaloux du soleil et de tes pensées » (p. 78), etc. Cela n'enlève rien ni à la grandeur poéti-

que d'Aragon, ni au fait qu'il fut de ceux qui firent progresser l'idée de l'égalité entre hommes et femmes. Ce n'est pas rien, même si ce vers est parfois moqué, d'avoir écrit dans *Le Fou d'Elsa* : « *L'avenir de l'homme, c'est la femme* »...

Mais chez Éluard, il me semble que se fait jour, au même moment, une conception à bien des égards plus novatrice et plus égalitaire de l'amour. Déjà dans l'introduction à *La Rose publique* (en 1934), Éluard écrivait : « *L'amour aux sexes confondus dans leur contradiction, surgit sans cesse de la perfection de mes désirs ; toute idée de possession lui est forcément étrangère.* »

Pour Aragon, le bonheur comme l'amour est toujours fragile et menacé. « *Le bonheur*, écrit-il, *je n'ai jamais pu me faire à son accoutumance* »... Et : « *Si l'amour chaque jour grandit, c'est au côté comme une plaie.* »

Pour Éluard, il en va autrement. Même si la vie réelle lui a réservé sa part de malheurs (le départ de Gala, la mort de Nush, le 28 novembre 1946, «Le temps déborde»...), l'amour est pour lui la voie qui conduit tout à la fois au bonheur individuel et au bonheur commun. « *Nous n'irons pas au but un par un mais*

par deux

Nous connaissant par deux nous nous connaissons tous

Nous nous aimerons tous et nos enfants riront

De la légende noire où pleure un solitaire. »

(«Le temps déborde», p. 114)

Pour lui, l'amour ne relève pas de la quête d'absolu. Il est avant tout un besoin humain, naturel et ordinaire, un miracle commun et partageable. « *L'amour est plus léger que le désir d'aimer* », écrit-il avec un remarquable réalisme.

Et dans «Je t'aime», poème du *Phénix repris* dans le recueil posthume *Derniers poèmes d'amour*, il a cette déclaration extraordinaire qui relève d'une conception matérialiste, mais finalement très élevée de l'amour :

« *Je t'aime pour toutes les femmes que je n'ai pas connues*

(...)

Je t'aime pour aimer

Je t'aime pour toutes les femmes que je n'ai pas aimées. »



● **Francis Combes**

(1) Les références des pages des vers cités sont tirées pour Aragon de l'édition Folio d'*Elsa* et pour Éluard, de la Pléiade.

Τυροπιτάκια

“Troïka, dégage !”

Samedi 1^{er} juin, des rassemblements ont lieu dans plusieurs pays (1) sous le mot d'ordre : “Peuples unis contre la Troïka !”.

La Grèce connaît une situation de détresse particulière :

- « Près d'un tiers de la population est désormais démunie d'assurance médicale, principalement à cause du chômage de longue durée », s'est alarmé Cephos Lumina, expert indépendant des Nations unies sur la dette extérieure et les droits de l'homme.

- Un rapport de l'UNICEF sur “La situation des enfants en Grèce en 2013” a révélé que le nombre d'enfants pauvres ou socialement exclus, en Grèce, s'élève à 527 000 parmi lesquels 322 000 vivent en état de grave privation matérielle.

- D'autres recherches ont conduit à classer la Grèce juste derrière la Bulgarie et la Roumanie en termes de pauvreté.

Pendant ce temps, l'Union européenne exige du gouvernement grec de nouvelles mesures d'austérité, de dérégulation et de privatisation : licenciements de fonctionnaires, transformation de la Grèce en une immense zone franche, vente de services publics...

La privatisation partielle du port du Pirée, attribué à l'armateur chinois Cosco, est donnée en exemple pour le redressement de l'économie !

À la sortie du canal de Suez, le Pirée bénéficie d'une position stratégique. Ce qui a permis à Cosco de conclure, par exemple, un accord avec Hewlett-Packard pour faire du port du Pirée le noyau logistique de ses produits arrivant de Chine par cargo et repartant vers l'Europe centrale, le Moyen-Orient ou l'Afrique du Nord. Dell, LG ou Ikea sont officiellement sur les rangs pour des contrats similaires. Fort de ce succès, Cosco compte profiter de la nouvelle vague de privatisations qui comprend la vente du port de Thessalonique et de la deuxième partie du port du Pirée.

La Grèce est le laboratoire de l'Europe à deux vitesses imaginée par les actionnaires. Mais l'Histoire montre que le dernier mot n'est jamais dit. Si les peuples s'en mêlent.



● Gilles Boitte

(1) à 14h sur le Parvis des Droits de l'Homme pour Paris.



La gauche, la politique et le travail



444 p., 25 €.

Bruno Trentin (1926-2007), juriste de formation, entre dans la Résistance en France en 1941. Il adhère à la Confédération italienne du travail en 1949, en est secrétaire général de 1988 à 94. Membre du PC italien, de son comité central, il est conseiller municipal de Rome de 60 à 73 et député de 62 à 72. La traduction française (2012) de *La Cité du travail* (1997) lance un débat

autour de l'auteur et du livre. Voici ce qu'écrit Pascal Rennes :

« Ce livre est un sérieux retour sur un siècle d'expérience de la gauche, des pays socialistes et des syndicats européens sur leur rapport au capitalisme et à l'organisation scientifique du travail, le productivisme sur fond de la persistance de l'aliénation-domination «compensée» par de la redistribution consumériste. Le tout repose sur une division consensuelle : le social aux syndicats, l'éventuel changement (politique ou de système) après une prise du pouvoir (l'État), réservé aux partis.

La conclusion : avec les crises, le capitalisme n'a plus rien à distribuer et le syndicalisme plus rien à grappiller. Les partis de gauche au pouvoir ayant comme seul objectif de démontrer leur capacité à “gouverner”. Centrée sur l'Italie, l'analyse n'en est que plus pédagogique et pas mal corrosive pour notre culture de la mouvance communiste.

Impossible à résumer (notamment sur les lieux d'expression concrète des dominations et luttes abandonnées au sein du travail salarié), ce livre ouvre des champs d'innovations politiques au moment où à gauche (toutes) un surplace théorique fait craindre le pire. »

D'aucuns estiment par contre que Trentin a justifié une politique de social-démocratie molle à l'italienne. Cela expliquerait-il que Jacques Delors signe l'avant-propos de l'édition française ? L'introduction est d'Alain Supiot, responsable de la collection Poids et mesures du monde (Éd. Fayard). Spécialiste du droit du travail, A. Supiot a été élu en 2012 au Collège de France (chaire «État social et mondialisation : analyse des solidarités»). Plus dans la rubrique “Travail” et l'agenda du site www.comunistesunitaires.net/.



● Michèle Kiintz

« Penser le politique »

Le dossier de Cerises “Les plus et les moins du Front de gauche” (1) a suscité ce courriel.

J'ai lu avec intérêt et plaisir votre article. Je suis une très vieille socialiste, j'avais 20 ans en 1968 et je fais partie de cette génération qui, n'ayant connu que la droite, a vécu une euphorie citoyenne en 1981. Bien sûr, comme beaucoup de gens de gauche j'ai été déçue (pas sur tous les points, car j'ai le souvenir historique de la France d'avant et aucune nostalgie !) Je fais partie actuellement des citoyens attérés par cette dérive économique-financière, cette globalisation des pratiques qui creusent les inégalités même dans les pays dits riches et cette pensée unique qui nous amène à vouloir rembourser les dettes d'État au prétexte qu'on n'a que cette solution. Sans être économiste, je constate qu'on va droit dans le mur (privatisations, recul de la notion de bien public). Selon moi, par exemple, si on soigne mieux les gens, qu'ils vivent plus longtemps, y compris dans la dépendance, comment penser les bénéfices ? Un vrai service public est par essence déficitaire s'il est équitable. C'est dans la possibilité d'un travail digne, nécessaire, rémunéré, et une fiscalité proportionnelle que l'on peut penser non pas croissance au sens étroit, mais progrès, et, au minimum, non régression. L'écologie n'est pas une coquetterie de bobos, elle est inhérente au bien public : exemple répartition de l'énergie, accès à l'eau, à la santé, etc. C'est pourquoi j'ai des difficultés à penser le politique. Je me méfie des solutions

simples, des incantations, des hommes providentiels, et je crains le populisme. J'avais une mère bonne à tout faire très jeune, illettrée, mais qui connaissait Victor Hugo, qui savait ce qu'elle devait dans sa vie au Front populaire et à ce «prétendu Juif» argenté qu'était Blum. Je connais des gens en salopette, très près de ce qu'on appelle le peuple, qui n'ont

Je fais partie des citoyens attérés par cette dérive économique-financière, cette globalisation des pratiques qui creusent les inégalités même dans les pays dits riches et cette pensée unique ...

comme religion que les footballeurs milliardaires mercenaires et les tops modèles : si on pense qu'un référendum est toujours un progrès, il faudrait encore s'assurer que les consommateurs soient citoyens. On n'aurait jamais aboli la peine de mort par référendum et on vient de voir récemment la France profonde, que j'ai toujours connue, et qui me fait peur, et qui se dit souvent apolitique mais qui

vote à droite, aux accents de terreau vichyssois : traçabilité de l'enfant épanoui entre son papa et sa maman, homophobie rampante pour ces hétéronormopathes catéchisés! Le peuple en soi n'est pas rassurant : pensons à tous les fascismes.

En 2002, désespérée par le non choix qui m'était offert entre une crapule et un fachos, j'ai décidé de m'engager au PS, j'y suis encore. Certains partis semblent tellement éloignés du pouvoir que je les crois utiles comme contre-pouvoirs. Je ne me reconnais pas dans une certaine forme de contestation des élites, tout en trouvant bien sûr des vérités sur les médias, par exemple, sur l'abrutissement de l'opinion par des donneurs de leçons autorisés. Sur ce point, je suivais en partie Mélenchon. Mais le manichéisme qui sépare les bons des méchants, la notion de complot implicite que cela implique me semblent peu mature. Le pouvoir implique des compromis (pas des compromissions), sinon la pureté, la transparence prétendue, c'est le terreau historique du totalitarisme. L'agora citoyenne doit se mettre en mouvement, elle l'est déjà pour l'intérêt collectif.

Pensées cordiales à tous et encore merci pour vos analyses.

● **Martine Paya**

(1) <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4016>

Image de la semaine**Champagne !**

Premier mariage entre deux hommes en France, mercredi 29 mai 2013, à Montpellier.



● **Avis de tempête ou légère brise ?** Dans la foulée de l'appel d'écologistes à participer le 5 mai à la marche contre l'austérité et pour la 6e République - et de leur présence avec Eva Joly -, le Conseil fédéral d'Europe Ecologie les Verts a adopté le 26 mai une motion (eelv.fr) dans laquelle il s'inquiète devant l' « *orientation économique du gouvernement et son refus d'écouter toutes les composantes de sa majorité. (...) D'autant qu'à cette impasse économique se surajoute une crise écologique, une crise institutionnelle, une crise du vivre-ensemble, une crise du politique qui ne saurait se résoudre par l'intermédiaire d'une quelconque « morale laïque » ou par la transparence du patrimoine de nos ministres.* » Aussi le Conseil d'EELV « *demande un changement de cap rapide et significatif de politique afin de sortir de la politique gestionnaire à courte vue appliquée aujourd'hui et qui nous affaiblit et n'est nullement à la hauteur des enjeux nationaux et internationaux.* » Ont voté :

« *Pour : beaucoup ; Contre 1 ; Blancs : 4* ». EELV a par ailleurs annoncé participer aux Assises unitaires du 16 juin initiées par le Front de gauche. À suivre.



● **“Syrie, désinformation et complotisme”.**

En complément de l'édito de *Cerises* cette semaine, on peut lire les articles de *Politis* du 23 au 29 mai sur le conflit syrien. À commander sur le site www.politis.fr

● **Besoin de protection rapprochée ?** « *Après avoir déchaîné les monstres et menacé de mettre le pays à feu et à sang, Rigide Cageot craint de devenir la cible de violences venues de son propre camp. Apprentie sorcière.* » Post sur facebook de la journaliste Rosa Moussaoui (qui rappelle que l'auteur de ce “sur-surnom” est François Maurel).

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

